

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,

Ch.-F. NOTHOMB

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

L. WALTNIEL

F. 83 — 671

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et l'arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des ministères

RAPPORT AU ROI

Sire,

Un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937, portant le statut des agents de l'Etat, soumis à la signature de Votre Majesté en même temps que le présent projet, tend à introduire, dans le statut des agents de l'Etat, un nouveau cas de non-activité : la non-activité pour absence justifiée par une autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle.

Le présent projet, qui modifie l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, a pour but de fixer, d'une part, de nouvelles modalités pour l'octroi du congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales et, d'autre part, les règles relatives aux absences pour convenance personnelle.

\*\*\*

Les modifications principales à la réglementation actuelle relative au congé pour prestations réduites pour raisons sociales ou familiales sont les suivantes :

— la demande de l'agent doit être non seulement motivée mais aussi appuyée de toute preuve utile;

— la demande ne peut être satisfaite que si elle tend à remédier à une situation résultant de difficultés survenues à des personnes limitativement énumérées dans l'arrêté en projet;

— la procédure d'octroi du congé fait intervenir le ministre dont relève l'agent ou le chef d'administration délégué, le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions et la commission des recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences;

— la durée totale des congés pour prestations réduites accordés à l'agent ne peut excéder, pour l'ensemble de sa carrière, cinq ans à compter du 1er juillet 1982;

— chaque ministre reçoit le pouvoir de déterminer les fonctions jugées incompatibles avec l'exercice de prestations réduites.

La commission des recours dont question ci-dessus n'a toutefois plus, en ce qui concerne le congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales, une compétence de décision comme c'était le cas auparavant mais une compétence d'avis; la décision finale appartient au ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 maart 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,

Ch.-F. NOTHOMB

De Staatsecretaris voor Openbaar Ambt,

L. WALTNIEL

N. 83 — 671

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der ministeries

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, dat tegelijk met dit ontwerp aan Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd, voert in het statuut van het rijkspersoneel een nieuw geval van non-activiteit in : de non-activiteit wegens afwezigheid die gerechtvaardigd wordt door een machtiging tot het uitoefenen van een ambt met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid.

Dit ontwerp, dat het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven, toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen wijzigt, heeft als doel de nieuwe toekenningsvoorwaarden vast te stellen enerzijds, van het verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen en, anderzijds, van de regelen met betrekking tot de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid.

\*\*\*

De voornaamste wijzigingen aan de huidige reglementering betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen luiden als volgt :

— de aanvraag van het personeelslid moet niet alleen gemotiveerd zijn, maar moet ook alle nuttige bewijzen bevatten;

— aan de aanvraag kan slechts voldaan worden indien zij bedoeld is om een toestand te verhelpen die het gevolg is van moeilijkheden aan personen die uitdrukkelijk vermeld worden in het ontworpen besluit;

— bij de procedure tot toekenning van het verlof moet de minister onder wie het personeelslid ressorteert of de gemachtigde chef van het bestuur optreden, alsook de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort en de commissie van beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheden;

— de totale duur van de verloven voor verminderde prestaties die aan een personeelslid worden toegekend mag, voor zijn gehele loopbaan, niet meer dan vijf jaar bedragen, te rekenen vanaf 1 juli 1982;

— elke minister wordt bevoegd verklaard om te bepalen welke ambten onverenigbaar geacht worden met het uitoefenen van verminderde prestaties.

De bovenvermelde commissie van beroep heeft nochtans inzake verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen, niet langer zoals voorheen een beslissingsbevoegdheid maar wel een adviesbevoegdheid; de uiteindelijke beslissing berust bij de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

Dans l'avis qu'il a émis au sujet du présent projet, le Conseil d'Etat constate que « par l'effet de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'arrêté modifié est destiné à être appliqué de plein droit aux membres du personnel des Exécutifs des Communautés et des Régions, ce qui soulève des difficultés. »

En effet, selon le Haut Collège, l'arrêté en projet, en tant qu'il modifie les compétences de la commission des recours et qu'il attribue une compétence de décision au ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions ne pourra pas être appliqué au personnel des Exécutifs des Communautés et des Régions :

« Il ne serait en effet pas conforme à l'article 87 de la loi spéciale que l'intérêt du service, dans ces administrations et services, soit apprécié en dernier ressort par un ministre national. »

Aux termes de l'avis du Conseil d'Etat :

« Les arrêtés royaux précités du 16 novembre 1981 avaient retenu la seule manière de concilier la répartition des compétences résultant de l'article 87 de la loi spéciale avec la nécessité de parvenir à une appréciation uniforme de la notion de l'intérêt du service.

C'est donc ce mode de recours que le projet devrait mettre en oeuvre pour être applicable aux administrations et services des Communautés et des Régions. »

Le Gouvernement n'a pas estimé devoir modifier le présent projet pour tenir compte des observations formulées à ce sujet par le Conseil d'Etat; il va de soi que le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions n'aura toutefois aucune compétence en ce qui concerne l'octroi des congés dans les services des Communautés et des Régions.

De nombreux textes statutaires confient actuellement des compétences déterminées à des autorités nationales; cela ne signifie pas que ces autorités nationales peuvent s'immiscer dans la gestion des services des Communautés et des Régions : les compétences en question doivent être considérées comme appartenant aux organes correspondants de ces Communautés et Régions.

En matière de congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales, la décision finale, pour les agents des Communautés et des Régions, n'appartient pas au ministre national de la Fonction publique mais au membre de l'Exécutif que celui-ci aura désigné.

\*\*\*

Le présent projet donne la possibilité à l'agent qui ne peut se prévaloir de raisons sociales ou familiales, d'exercer néanmoins ses fonctions par prestations mi-temps pour convenance personnelle, sous réserve des exigences du bon fonctionnement du service.

Le nouveau régime de prestations réduites tient compte des impératifs d'organisation et de bon fonctionnement des services; dans cette optique, l'agent sera tenu d'accomplir la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées; ces prestations s'effectueront soit par demi-jour, soit un jour sur deux soit selon une autre répartition sur une ou deux semaines.

L'agent pourrait toutefois accomplir les trois quarts de la durée normale des prestations dans des cas fixés par arrêté royal.

Pendant les périodes d'absence, l'agent n'est pas rémunéré; il est placé dans la position de non-activité.

L'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites est accordée à l'agent pour une période de six mois au moins et de douze mois au plus. Des prorogations peuvent toutefois être accordées pour des périodes de même durée sans que les absences puissent excéder dix ans pour l'ensemble de la carrière de l'agent.

L'agent peut, soit à l'initiative de l'autorité compétente, soit de sa propre initiative, reprendre ses fonctions à temps plein avant que n'expire la période pour laquelle il a été autorisé à exercer ses fonctions par prestations réduites. Un préavis d'un mois est toutefois exigé.

In het advies dat hij uitbracht over dit ontwerp stelt de Raad van State vast dat « ingevolge artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, het gewijzigde besluit echter mede bestemd (is) om van rechtswege te worden toegepast op de personeelsleden van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven, hetgeen moeilijkheden oplevert. »

Het ontworpen besluit zal, in de wijzigingen die het aanbrengt aan de bevoegdheden van de commissie van beroep en in het toekennen van een beslissingsbevoegdheid aan de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, niet kunnen toegepast worden op het personeel der executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten :

« Het zou immers niet conform artikel 87 van de bijzondere wet zijn dat het belang van de dienst, in die besturen en diensten, in laatste instantie ter beoordeling staat van een nationaal minister. »

In de bewoordingen van het advies van de Raad van State :

« De voormelde koninklijke besluiten van 16 november 1981 hadden de enige manier aangehouden om de uit artikel 87 van de bijzondere wet volgende bevoegdheidsverdeling te verzoenen met de noodzaak tot een eenvormige beoordeling van het begrip belang van de dienst te komen.

Met die wijze van beroep dus zou het ontwerp-besluit moeten werken wil het op de besturen en diensten van de Gemeenschappen en Gewesten toepasselijk zijn. »

De regering heeft geoordeeld dat zij het ontwerp niet moet wijzigen om met de ter zake uitgebrachte opmerkingen rekening te houden; vanzelfsprekend evenwel zal de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort geen enkele bevoegdheid hebben op het stuk van de toekenning van verlof in de diensten van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Voor het ogenblik kennen talrijke statutaire teksten bepaalde bevoegdheden toe aan de nationale overheden; dit wil niet zeggen dat deze overheden zich kunnen bemoeien met het beheer der diensten van de Gemeenschappen en de Gewesten ; de betrokken bevoegdheden moeten geacht worden tot de overeenkomstige organen van deze Gemeenschappen en Gewesten te behoren.

Inzake verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen zal de uiteindelijke beslissing voor de personeelsleden van de Gemeenschappen en de Gewesten dan ook niet berusten bij de minister van openbaar ambt maar bij dat lid van de executieve die de executieve daartoe zal hebben aangewezen.

\*\*\*

Dit ontwerp verstrekt aan de ambtenaar die geen sociale of familiale redenen kan invoeren de mogelijkheid om niettemin zijn ambt met deeltijdse prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid uit te oefenen, onder voorbehoud van de eisen van de goede werking van de dienst.

De nieuwe regeling voor verminderde prestaties houdt rekening met de eisen van organisatie en van goede werking van de diensten; met dit doel zal de ambtenaar de helft van de duur der prestaties die hem normaal worden opgelegd moeten volbrengen; deze prestaties zullen hetzij per halve dag, hetzij één dag op twee hetzij volgens een andere verdeling over één of twee weken worden verricht.

De ambtenaar zou echter in bij koninklijk besluit vastgestelde gevallen de drie vierden van de normale duur der prestaties kunnen verrichten.

Tijdens de duur van de afwezigheden wordt de ambtenaar niet bezoldigd; hij wordt in de stand non-activiteit geplaatst.

De machtiging om zijn ambt met verminderde prestaties uit te oefenen, wordt toegekend voor een periode van ten minste zes en ten hoogste twaalf maand. Verlengingen kunnen niettemin worden verleend voor periodes van dezelfde duur, op voorwaarde dat de afwezigheden over de gehele loopbaan van de ambtenaar tien jaren niet overschrijden.

De ambtenaar mag hetzij op het initiatief van de bevoegde overheid hetzij op eigen initiatief, zijn voltijds ambt hernemen vóór het verstrijken van de periode waarvoor hij gemachtigd werd verminderde prestaties uit te oefenen. Een vooropzeg van één maand wordt niettemin vereist.

Un droit de recours est garanti à l'agent qui se verrait opposer un refus à sa demande de s'absenter pour convenance personnelle ou à qui l'autorité donnerait le préavis avant l'expiration de l'autorisation. Ce recours est exercé devant la commission instituée par l'article 2bis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat.

Pour la nouvelle attribution qui lui est ainsi donnée et par dérogation à cet article 2bis, la commission n'aura qu'une compétence d'avis : il a, en effet, été estimé nécessaire de laisser le pouvoir de décision finale à l'autorité administrative responsable du bon fonctionnement du service. L'avis de la commission devra être motivé. De même, le ministre devra motiver sa décision de ne pas autoriser — malgré l'avis favorable de la commission — l'agent à exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle.

L'observation formulée par le Conseil d'Etat au sujet du respect des compétences des Communautés et des Régions vaut également ici; elle vise cette fois les ministres nationaux et appelle la même réponse que celle donnée ci-avant.

L'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites est suspendue lorsque l'agent obtient certains congés tels que les congés de maternité, congé d'accueil, congé pour mission, etc...

Dans d'autres cas, la suspension n'intervient qu'à la demande de l'agent (article 35 en projet).

Les agents autorisés à s'absenter pour convenance personnelle sont remplacés par des agents temporaires conformément à l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics.

\*\*\*

Par ailleurs, le Gouvernement a estimé nécessaire de garantir le paiement de l'indemnité pour frais funéraires au conjoint ou aux héritiers d'un agent qui décéderait pendant une absence pour convenance personnelle : tel est l'objet de l'article 7 de l'arrêté en projet.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Fonction Publique,

Ch.-F. NOTHOMB

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique,

L. WALTNIEL

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique, le 4 août 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat », et, le 27 octobre 1982, d'une lettre par laquelle le Vice-Premier ministre demande communication de l'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 3 novembre 1982 l'avis suivant :

#### Observation générale

Le projet a pour objet de modifier l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat. Il tend principalement, d'une part, à amender la réglementation relative aux congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales; d'autre part, à introduire dans l'arrêté un chapitre VII nouveau consacré aux absences pour convenance personnelle.

La compétence du Roi à l'égard de ces matières n'est pas douteuse.

Een recht tot het instellen van beroep is gewaarborgd aan de ambtenaar wiens aanvraag om afwezig te zijn wegens persoonlijke aangelegenheid zou geweigerd worden, of aan wie de overheid de vooropzegg zou betekenen vóór het verstrijken van de machtiging. Dit beroep wordt ingesteld bij de commissie opgericht bij artikel 2bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen.

Voor deze nieuwe haar toegekende bevoegdheid en bij afwijking van bedoeld artikel 2bis, zal de commissie slechts een adviesbevoegdheid hebben : het werd inderdaad noodzakelijk geacht de uiteindelijke beslissingsmacht over te laten aan de administratieve overheid die verantwoordelijk is voor de goede werking van de dienst. Het advies van de commissie zal met redenen omkleed moeten zijn. Evenzo zal de minister zijn beslissing om de ambtenaar — ondanks het gunstig advies van de commissie — niet te machtigen zijn ambt met verminderde prestaties uit te oefenen wegens persoonlijke aangelegenheid, moeten motiveren.

De opmerking van de Raad van State over het eerbiedigen van de bevoegdheden van de Gemeenschappen en de Gewesten geldt hier eveneens; zij beoogt hier de nationale ministers en vergt hetzelfde antwoord als hetgeen hierboven gegeven werd.

De machtiging om zijn ambt met verminderde prestaties uit te oefenen wordt opgeschort wanneer de ambtenaar bepaalde verloven krijgt, zoals bevallingsverlof, verlof voor opvang, verlof voor opdracht, enz...

In de andere gevallen gebeurt de opschorting slechts op aanvraag van de ambtenaar (artikel 35 van het ontwerp).

De ambtenaren die gemachtigd worden afwezig te zijn wegens persoonlijke aangelegenheid worden door tijdelijke ambtenaren vervangen overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten.

\*\*\*

Overigens heeft de regering het nodig geacht de betaling te waarborgen van de vergoeding voor begrafeniskosten aan de echtgenoot en de erfgenamen van een ambtenaar die zou overlijden tijdens een afwezigheid voor persoonlijke aangelegenheid : dit is de bedoeling van artikel 7 van het ontwerpbesluit.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Openbaar Ambt,

Ch.-F. NOTHOMB

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

L. WALTNIEL

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e augustus 1982 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juli 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen », en wel, volgens een brief van de Vice-Eerste Minister d.d. 27 oktober 1982, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft de 3e november 1982 het volgend advies gegeven :

#### Algemene opmerking

Het ontwerp strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen. Het hoofddoel ervan is enerzijds het verbeteren van de voorschriften in verband met het verlof wegens verminderde prestaties dat door sociale of familiale redenen gewettigd is, anderzijds het opnemen in het besluit van een nieuw hoofdstuk VII handelend over afwezigheid wegens een persoonlijke aangelegenheid.

Het rijdt geen twijfel dat de Koning voor die aangelegenheden bevoegd is.

Cependant, par l'effet de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'arrêté modifié est destiné à être appliqué de plein droit aux membres du personnel des Exécutifs des Communautés et des Régions, ce qui soulève des difficultés.

L'article 26, § 2, alinéa 2, en projet charge la commission créée par l'article 2bis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 de donner au ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions un avis sur « la demande de l'agent tendant à obtenir un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales », lorsque ce ministre, à l'inverse du ministre ou du chef d'administration délégué, « estime que la demande ne satisfait pas aux conditions prescrites par le § 1er ».

Suivant l'article 26, § 2, alinéa 3, en projet :

« Lorsque le ministre ou le chef d'administration délégué ne peut acquiescer à la demande de l'agent tendant à obtenir un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales, il notifie sa décision motivée à l'agent; cette décision est susceptible du recours visé à l'article 2bis; par dérogation à cet article, la commission fait connaître son avis au ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions; celui-ci statue dans les trente jours à dater de la réception de l'avis de la commission; en cas de refus, la décision est motivée ».

I. La commission créée par l'article 2bis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 se compose, aux termes de l'alinéa 3 de cet article :

a) d'un président, magistrat, nommé par (le Roi) et présidant les deux sections;

b) par section, de trois membres, nommés par le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions parmi les agents du niveau 1 en activité de service et dont un est revêtu du rang 15 ou d'un rang plus élevé;

c) par section, de trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives;

d) de suppléants, à savoir un président et des membres désignés de la même manière que les membres effectifs ».

La règle inscrite à l'article 87, § 3, précité, de la loi spéciale du 8 août 1980 justifie que le Roi et le ministre (national) qui a la Fonction publique dans ses attributions aient un pouvoir exclusif de nomination, respectivement du président et du président suppléant de la commission, ainsi que des membres qui y représentent l'administration. La composition de la commission n'est pas pour autant discriminatoire à l'égard des administrations des Exécutifs des Communautés et des Régions puisque ces administrations et les membres de leur personnel peuvent être représentés dans les deux groupes de membres de la commission. Celle-ci peut être considérée comme représentative de l'ensemble des administrations et des services qui sont soumis aux « règles légales et statutaires » visées à l'article 87, § 3, de la loi spéciale. Il n'y a donc pas d'obstacles à ce qu'elle soit saisie des recours prévus notamment par l'arrêté royal du 1er juin 1964, tel qu'il est actuellement en vigueur (1).

II. Comme le Conseil d'Etat l'avait relevé dans son avis L. 14.288/2/V du 26 août 1981 sur le projet devenu l'un des arrêtés royaux du 16 novembre 1981, l'article 2bis, inséré par cet arrêté dans l'arrêté royal du 1er juin 1964, « crée (une) commission de recours et non une commission d'avis, afin que les administrations et les services n'interprètent pas la notion de « l'intérêt du service » de façon discriminatoire ».

L'arrêté en projet revient sur ce système en ce qui concerne les congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales et les absences pour convenance person-

(1) Des recours à la même commission sont aussi ouverts par l'article 17bis, inséré par l'arrêté royal du 16 novembre 1981 dans l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, ainsi que par l'article 1er bis, inséré par l'arrêté royal du 16 novembre 1981 dans l'arrêté royal du 26 mai 1975 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales.

Ingevolge artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is het gewijzigde besluit echter mede bestemd om van rechtswege te worden toegepast op de personeelsleden van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven, hetgeen moeilijkheden oplevert.

Het ontworpen artikel 26, § 2, tweede lid, belast de bij artikel 2bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 opgerichte commissie ermee de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort van advies te dienen over « de vraag van het personeelslid tot het bekomen van een verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen » indien die Minister, anders dan de betrokken Minister of de door hem gemachtigde chef van het bestuur « oordeelt dat de aanvraag niet aan de door § 1 voorgeschreven voorwaarden beantwoordt ».

Het ontworpen artikel 26, § 2, derde lid, bepaalt :

« Wanneer de minister of de gemachtigde chef van het bestuur de aanvraag van het personeelslid om een verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen niet kan inwilligen maakt hij zijn met redenen omklede beslissing bekend aan het personeelslid; tegen deze beslissing kan het bij artikel 2bis ingestelde beroep worden aangetekend; in afwijking van dit artikel deelt de commissie haar advies mede aan de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort; deze doet uitspraak binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van het advies van de commissie; in geval van weigering wordt de beslissing met redenen omkleed ».

I. De bij artikel 2bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 opgerichte commissie bestaat naar luid van het derde lid van dat artikel uit :

a) een door (de Koning) benoemde voorzitter, magistraat, die de beide afdelingen voorziet;

b) per afdeling, drie leden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort en gekozen uit de personeelsleden van niveau 1 die in dienstactiviteit zijn en van wie één bekleed is met een graad van rang 15 of hoger;

c) per afdeling, drie leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties;

d) plaatsvervangers, namelijk een voorzitter en leden aangewezen zoals de gewone leden ».

De regel die in het voormelde artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is ingeschreven, wetigt dat uitsluitend de Koning en de (nationale) Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, bevoegd zijn om respectievelijk de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter van de commissie te benoemen, alsook de leden die daarin het bestuur vertegenwoordigen. De samenstelling van de commissie is daarom nog niet discriminerend ten opzichte van de besturen van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven, daar die besturen en hun personeelsleden in de twee ledengroepen van de commissie vertegenwoordigd kunnen zijn. Die commissie kan worden geacht representatief te zijn voor alle besturen en diensten die onder de in artikel 87, § 3, van de bijzondere wet genoemde « wettelijke en statutaire regelen » vallen. Er is dus geen bezwaar dat bij haar aanhangig worden gemaakt de beroepen waarin onder meer is voorzien in het koninklijk besluit van 1 juni 1964, zoals het thans van kracht is (1).

II. Zoals de Raad van State erop gewezen heeft in zijn advies L. 14.288/2/V van 26 augustus 1981 over het ontwerp dat een van de koninklijke besluiten van 16 november 1981 geworden is « stelt » het bij dat besluit in het koninklijk besluit van 1 juni 1964 ingevoegde artikel 2bis « een commissie van beroep, niet een commissie van advies, in opdat de onderscheiden besturen en diensten het begrip « belang van de dienst » niet op een discriminerende wijze kunnen interpreteren ».

Het ontworpen besluit komt op die regeling terug wat betreft het verlof wegens verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen en de afwezigheid wegens een persoonlijke

(1) Bij dezelfde commissie staat ook beroep open krachtens artikel 17bis, dat door het koninklijk besluit van 16 november 1981 ingevoegd is in het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand beschikbaarheid van het rijksperoneel, alsook krachtens artikel 1bis, door het koninklijk besluit van 16 november 1981 ingevoegd in het koninklijk besluit van 26 mei 1975 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen.

nelle. Il lui substitue un régime dans lequel la « commission des recours en matière de congés, de disponibilité et d'absence » n'a plus qu'une compétence d'avis, la décision finale appartenant au ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Cette modification, indépendamment de l'incohérence qu'elle introduit dans les compétences et jusque dans la dénomination de la commission, ne pourra pas être appliquée aux administrations et services des Communautés et des Régions. Il ne serait en effet pas conforme à l'article 87 de la loi spéciale que l'intérêt du service, dans ces administrations et services, soit apprécié en dernier ressort par un ministre national.

Les arrêtés royaux précités du 16 novembre 1961 avaient retenu la seule manière de concilier la répartition des compétences résultant de l'article 87 de la loi spéciale avec la nécessité de parvenir à une appréciation uniforme de la notion de l'intérêt du service.

C'est donc ce mode de recours que le projet devrait mettre en œuvre pour être applicable aux administrations et services des Communautés et des Régions.

#### Intitulé

Il se recommanderait que l'article 7 du projet fasse l'objet d'un arrêté distinct car il relève d'un ordre d'idées différent de celui des régimes de congés.

Si, toutefois, cette suggestion n'était pas suivie, l'intitulé devrait être complété par les mots « et l'arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des ministères ».

#### Préambule

Si l'article 7 est maintenu dans le projet, il faudra mentionner, après l'alinéa 3, l'arrêté royal du 21 mai 1965 cité ci-dessus, que le projet modifie.

L'accord du Ministre du Budget doit être mentionné avec sa date, à savoir le 7 mai 1982.

#### Dispositif

##### Article 1er

L'intitulé en projet devrait être complété par la date de l'arrêté royal, à savoir « du 1er juin 1964 ».

##### Article 2

Dans le texte français de la phrase liminaire de l'article, la conjonction « et » devrait être supprimée.

A l'alinéa 3 de l'article 26, § 1er, en projet, il conviendrait d'écrire :

« Cette demande ne peut être accordée que si elle tend à remédier à une situation résultant de difficultés survenues soit : ... ».

Par ailleurs, au septième tiret du même alinéa 3, il faut écrire, dans le texte français : « — aux ascendants au premier degré ... ».

Le paragraphe 2, alinéas 2 et 3, appelle l'observation générale faite en tête du présent avis.

Au paragraphe 4 de l'article 26 en projet, le terme d'« absence » crée une confusion. Ce terme est, en effet, réservé par le projet aux absences visées par le chapitre VII nouveau de l'arrêté royal modifié. La disposition homologue relative aux absences figure d'ailleurs à l'article 31, § 4, en projet. Mieux vaudrait donc écrire :

« § 4. Pendant son congé, l'agent ne peut exercer aucune occupation lucrative ».

L'alinéa 1er de l'article 28 en projet serait mieux rédigé de la manière suivante :

« Sont considérées comme congé, les périodes d'absences justifiées par la réduction des prestations en application du présent chapitre ».

L'article 30, alinéa 2, en projet appelle l'observation générale faite en tête du présent avis.

aangelegenheid. Het stelt er een regeling voor in de plaats waar bij « de commissie voor beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid » nog slechts adviserende bevoegdheid heeft en de eindbeslissing berust bij de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

Deze wijziging zal, afgezien van de incoherentie welke zij teweegbrengt in de bevoegdheid van de commissie — en tot in haar benaming toe — geen toepassing kunnen vinden op de besturen en diensten van de Gemeenschappen en de Gewesten. Het zou immers niet conform artikel 87 van de bijzondere wet zijn dat het belang van de dienst, in die besturen en diensten, in laatste instantie ter beoordeling staat van een nationaal Minister.

De voormelde koninklijke besluiten van 16 november 1961 hadden de enige manier aangehouden om de uit artikel 87 van de bijzondere wet volgende bevoegdheidsverdeling te verzoenen met de noodzaak tot een eenvormige beoordeling van het begrip belang van de dienst te komen.

Met die wijze van beroep dus zou het ontwerp-besluit moeten werken wil het op de besturen en diensten van de Gemeenschappen en de Gewesten toepasselijk zijn.

#### Opschrift

Het verdient aanbeveling aan artikel 7 van het ontwerp een afzonderlijk besluit te wijden omdat het uitgaat van een andere gedachtengang dan die van de verlofregelingen.

Mocht echter op dit voorstel niet worden ingegaan, dan zou het opschrift aangevuld moeten worden met de woorden « en van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der ministeries ».

#### Aanhef

Indien artikel 7 in het ontwerp gehandhaafd wordt, dient men na het derde lid het hierboven aangehaalde koninklijke besluit van 21 mei 1965 te vermelden, dat door het ontwerp gewijzigd wordt.

Het akkoord van de Minister van Begroting behoort met zijn datum, dat is 7 mei 1982, te worden vermeld.

#### Bepalend gedeelte

##### Artikel 1

Het ontworpen opschrift zou met de datum van het koninklijk besluit moeten worden aangevuld in dezer voege : « Koninklijk besluit van 1 juni 1964 ... ».

##### Artikel 2

In de Franse tekst van de inleidende volzin van het artikel zou het voegwoord « et » moeten worden weggelaten.

In het derde lid van het ontworpen artikel 26, § 1, schrijfje men :

« Die aanvraag kan slechts worden ingewilligd wanneer zij ertoe strekt een toestand te verhelpen die het gevolg is van moeilijkheden die zijn overkomen : ... ».

Naast het zevende streepje van het derde lid leze men in de Franse tekst : « — aux ascendants au premier degré ... ».

Bij paragraaf 2, tweede en derde lid, is de vooraan in dit advies geformuleerde algemene opmerking te maken.

In paragraaf 4 van het ontworpen artikel 26 leidt de term « afwezigheid » tot verwarring. Deze term slaat volgens het ontwerp immers uitsluitend op afwezigheid zoals die in het nieuwe hoofdstuk VII van het gewijzigde koninklijk besluit wordt bedoeld. De overeenkomstige bepaling in verband met afwezigheid staat trouwens in het ontworpen artikel 31, § 4. Het verdient dus aanbeveling te schrijven :

« § 4. Tijdens zijn verlof mag het personeelslid geen winstgevende bedrijvigheid uitoefenen ».

Het eerste lid van het ontworpen artikel 28 zou beter als volgt worden geredigeerd :

« Als verlof worden beschouwd de periodes van afwezigheid gewettigd door vermindering van prestaties overeenkomstig dit hoofdstuk ».

Voor het ontworpen artikel 30, tweede lid, geldt mede de vooraan in dit advies gemaakte algemene opmerking.

## Article 3

Par souci de symétrie avec l'intitulé du chapitre VI, il y a lieu d'écrire, dans le texte français de l'intitulé du chapitre VII :

## « CHAPITRE VII

*Des absences pour convenance personnelle »*

A l'alinéa 1er du paragraphe 3 de l'article 31 en projet, sixième ligne dans le texte français, il convient d'écrire « intéressé » et non « concerné ». La même observation vaut pour le paragraphe 4, cinquième ligne.

L'article 34 en projet appelle l'observation générale faite en tête du présent avis.

A l'article 36 en projet, mieux vaudrait écrire :

« ... conformément à l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics » au lieu de « sans préjudice des dispositions de ... ».

## Article 7

Cette disposition appelle l'observation qui a été faite à propos de l'intitulé. Elle trouverait mieux sa place dans un arrêté distinct.

La chambre était composée de :

MM. :

P. Tapie, président de chambre;

Ch. Huberlant; P. Fincœur, conseillers d'Etat;

P. De Visscher; R. Pirson, assesseurs de la section de législation.

Mme M. Van Gerrewey, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie.

Le rapport a été présenté par M. Ch. Mendiaux, auditeur.

Le greffier,

M. Van Gerrewey.

Le président,

P. Tapie.

30 MARS 1983. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et l'arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des ministères

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics;

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, notamment le chapitre VI, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 1975, 14 juillet 1981, 2 octobre 1981 et 16 novembre 1981;

Vu l'arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des ministères;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 7 mai 1982;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'intitulé de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle ».

## Artikel 3

Ter wille van de symmetrie met het opschrift van hoofdstuk VI, schrijve men in de Franse tekst van het opschrift van hoofdstuk VII :

## « CHAPITRE VII

*Des absences pour convenance personnelle »*

In het eerste lid van paragraaf 3 van het ontworpen artikel 31, leze men op de zesde regel van de Franse tekst « intéressé » en niet « concerné ». Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 4, vijfde regel.

Voor het ontworpen artikel 34 geldt mede de vooraan in dit advies gemaakte algemene opmerking.

In het ontworpen artikel 36 zou beter staan :

« ... overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten » in plaats van « onverminderd de bepalingen van ... ».

## Artikel 7

Voor deze bepaling geldt de opmerking die in verband met het opschrift is gemaakt. Zij zou beter op haar plaats zijn in een afzonderlijk besluit.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, kamervoorzitter;

Ch. Huberlant; P. Fincœur, staatsraden;

P. De Visscher; R. Pirson, assessoren van de afdeling wetgeving.

Mevr. M. Van Gerrewey, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie.

Het verslag werd uitgebracht door de heer Ch. Mendiaux, auditeur.

De griffier,

M. Van Gerrewey.

De voorzitter,

P. Tapie.

30 MAART 1983. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der ministeries

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen, inzonderheid op hoofdstuk VI, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 mei 1975, 14 juli 1981, 2 oktober 1981 en 16 november 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der ministeries;

Gelet op het advies van de Algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 7 mei 1982;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid ».

Art. 2. Le chapitre VI du même arrêté comprenant les articles 26 à 30, est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE VI.

*Des congés pour prestations réduites, justifiées par des raisons sociales ou familiales*

Art. 26. § 1er. Le ministre ou le chef d'administration auquel il a délégué ce pouvoir peut autoriser l'agent de l'Etat à exercer, à sa demande, ses fonctions par prestations réduites, pour des raisons sociales ou familiales.

La demande de l'agent doit être motivée et appuyée de toute preuve utile.

Cette demande ne peut être satisfaite que si elle tend à remédier à une situation résultant de difficultés survenues soit :

- à l'agent lui-même,
- à son conjoint,
- à la personne qui cohabite avec lui,
- à ses enfants ou ceux de son conjoint,
- à l'enfant qui a été adopté par lui-même ou son conjoint,
- à l'enfant dont il est ou dont son conjoint est tuteur officieux,
- aux ascendants au premier degré, au beau-père ou à la belle-mère de l'agent,
- à ses frères et sœurs.

§ 2. Le ministre ou le chef d'administration délégué apprécie les raisons invoquées par l'agent; il apprécie également si l'octroi de l'autorisation est compatible avec les exigences du bon fonctionnement du service.

Lorsque le ministre ou le chef d'administration délégué décide d'acquiescer à la demande de l'agent tendant à obtenir un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales, il transmet le dossier au ministre qui a la fonction publique dans ses attributions; si celui-ci estime que la demande ne satisfait pas aux conditions prescrites par le § 1er, il transmet le dossier, pour avis, dans les quinze jours de sa réception, à la commission visée à l'article 2bis et il avise le ministre ou le chef d'administration dont relève l'agent de cette transmission; dans les quinze jours à dater de la réception de l'avis de la commission, il peut décider que l'agent n'obtient pas le congé demandé mais est autorisé à s'absenter pour convenance personnelle; cette décision est motivée.

Lorsque le ministre ou le chef d'administration délégué ne peut acquiescer à la demande de l'agent tendant à obtenir un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales, il notifie sa décision motivée à l'agent; cette décision est susceptible du recours visé à l'article 2bis; par dérogation à cet article, la commission fait connaître son avis au ministre qui a la fonction publique dans ses attributions; celui-ci statue dans les trente jours à dater de la réception de l'avis de la commission; en cas de refus, la décision est motivée.

§ 3. L'agent qui bénéficie de l'autorisation visée au § 1er est tenu d'accomplir au moins la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées. Ces prestations s'effectuent soit chaque jour soit selon une autre répartition sur la semaine ou sur le mois.

§ 4. Pendant son congé, l'agent ne peut exercer aucune occupation lucrative.

§ 5. Le ministre compétent détermine les fonctions pour lesquelles l'autorisation visée au § 1er ne peut être accordée en aucun cas.

Art. 27. L'autorisation d'exercer des prestations réduites est accordée pour une période de trois mois au moins et de douze mois au plus.

Des prorogations de trois mois au moins et de douze mois au plus peuvent toutefois être accordées, si des raisons de même ordre subsistent et si la mesure est compatible avec les exigences du bon fonctionnement du service.

Chaque prorogation est subordonnée à une demande de l'agent intéressé, introduite au moins un mois avant l'expiration du congé en cours.

Art. 2. Hoofdstuk VI van hetzelfde besluit, dat de artikelen 26 tot 30 bevat, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« HOOFDSTUK VI. — Verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen

Art. 26. § 1. De minister of de chef van het bestuur die hij daartoe gemachtigd heeft kan, om sociale of familiale redenen, het rijkspersoneelslid toestaan zijn ambt uit te oefenen met verminderde prestaties.

De aanvraag van het personeelslid moet gemotiveerd zijn en gestaafd met alle nuttige bewijzen.

Die aanvraag kan slechts worden ingewilligd wanneer zij ertoe strekt een toestand te verhelpen die het gevolg is van moeilijkheden die zijn overkomen :

- aan de ambtenaar zelf,
- aan zijn (haar) echtgenoot,
- aan de persoon die met hem (haar) samenwoont,
- aan zijn (haar) kinderen of die van zijn (haar) echtgenoot, — aan het kind dat hij (zij) of zijn (haar) echtgenoot geadopteerd heeft,
- aan het kind van hetwelk hij (zij) of zijn (haar) echtgenoot pleegvoogd is,
- aan de ascendenten in de eerste graad, aan de schoonvader of de schoonmoeder,
- aan zijn (haar) broers of zusters.

§ 2. De minister of de gemachtigde chef van het bestuur beoordeelt de door het personeelslid aangehaalde redenen; hij beoordeelt eveneens of het toekennen van de machtiging te verzoenen valt met de eisen van een goede werking van de dienst.

Wanneer de minister of de gemachtigde chef van het bestuur beslist de vraag van het personeelslid tot het bekomen van een verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen in te willigen, stuurt hij het dossier naar de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort; indien deze oordeelt dat de aanvraag niet aan de door § 1 voorgeschreven voorwaarden beantwoordt, stuurt hij het dossier voor advies, binnen vijftien dagen na ontvangst ervan door naar de bij artikel 2bis beoogde commissie en stelt hij de minister of de chef van het bestuur onder wie het personeelslid ressorteert op de hoogte van dit doorsturen; binnen vijftien dagen na ontvangst van het advies van de commissie, kan hij beslissen dat het personeelslid het gevraagde verlof niet bekomt maar gemachtigd wordt afwezig te zijn wegens persoonlijke aangelegenheid; deze beslissing wordt gemotiveerd.

Wanneer de minister of de gemachtigde chef van het bestuur de aanvraag van het personeelslid om een verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen niet kan inwilligen maakt hij zijn met redenen omklede beslissing bekend aan het personeelslid; tegen deze beslissing kan het bij artikel 2bis ingestelde beroep worden aangetekend; in afwijking van dit artikel deelt de commissie haar advies mede aan de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort; deze doet uitspraak binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van het advies van de commissie; in geval van weigering wordt de beslissing met redenen omkleed.

§ 3. Het personeelslid dat het voordeel van de in § 1 vermelde machtiging bekomt, is gehouden ten minste de helft van de duur der prestaties die hem normaal worden opgelegd te volbrengen. Deze prestaties worden ofwel elke dag ofwel volgens een andere verdeling over de week of over de maand verricht.

§ 4. Tijdens zijn verlof mag het personeelslid geen winstgevende bedrijvigheid uitoefenen.

§ 5. De bevoegde minister bepaalt de ambten waarvoor de in § 1 bedoelde machtiging in geen geval mag worden toegekend.

Art. 27. De machtiging om verminderde prestaties te leveren wordt toegekend voor een periode van ten minste drie en ten hoogste twaalf maanden.

Verlengingen van ten minste drie en ten hoogste twaalf maanden kunnen echter worden toegestaan indien gelijkaardige redenen blijven bestaan en indien de maatregel te verzoenen valt met de eisen van de goede werking van de dienst.

Voor elke verlenging wordt een aanvraag van het betrokken personeelslid vereist. Zij moet ten minste een maand voor het verstrijken van het lopende verlof worden ingediend.

Pour l'ensemble de sa carrière, la durée totale des congés pour prestations réduites accordés à l'agent ne peut excéder cinq ans à compter du 1er juillet 1982.

Art. 28. Sont considérées comme congé les périodes d'absence justifiées par la réduction des prestations en application du présent chapitre.

Ce congé n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Toutefois, pour l'application de l'article 14, alinéas 1er et 2, du présent arrêté, durant la période de prestations réduites en cours, le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité que peut obtenir l'agent est réduit au prorata des prestations non effectuées.

Les jours d'absence pour cause de maladie ou d'infirmité de l'agent survenant pendant la période des prestations réduites sont comptabilisés au prorata des prestations qu'il aurait dû fournir pendant cette période. Si le nombre total des jours ainsi comptabilisés par douze mois d'activité de service n'est pas un nombre entier, la fraction de jour est négligée.

L'agent continue à percevoir le traitement dû en raison de ses prestations réduites.

Les congés pour cause de maladie ou d'infirmité ne mettent pas fin au régime de prestations réduites.

Art. 29. Pour l'application de l'article 14 de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, le dernier traitement d'activité est, durant la période de prestations réduites en cours, celui dû en raison desdites prestations.

La disponibilité pour maladie ou infirmité ne met pas fin au régime de prestations réduites.

Art. 30. A l'initiative soit de l'autorité compétente, soit de l'agent intéressé, et moyennant préavis d'un mois, il peut être mis fin avant son expiration à un congé en cours.

Les décisions prises en vertu du présent article sont susceptibles du recours visé par l'article 26, § 2, alinéa 3 ».

Art. 3. Un chapitre VII, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

#### « CHAPITRE VII

##### *Des absences pour convenance personnelle*

Art. 31. § 1er. Le ministre ou le chef d'administration auquel il a délégué ce pouvoir, peut autoriser l'agent de l'Etat qui ne peut obtenir des congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales, à exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle. L'octroi de cette autorisation est subordonnée aux exigences du bon fonctionnement du service.

§ 2. Le ministre compétent détermine les fonctions pour lesquelles l'autorisation de s'absenter pour convenance personnelle ne peut être accordée en aucun cas.

§ 3. L'agent qui bénéficie de l'autorisation visée au § 1er est tenu d'accomplir la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées; dans les cas fixés par Nous, sur proposition du ministre intéressé et de l'accord du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, l'agent accomplit les trois quarts de cette durée.

Ces prestations s'effectuent soit par demi-jour soit un jour sur deux soit selon une autre répartition sur une ou deux semaines.

§ 4. Durant la période d'absence, l'agent est en non-activité.

Art. 32. L'autorisation visée à l'article 31 est accordée pour une période de six mois au moins et de douze mois au plus.

Des prorogations peuvent être accordées pour des périodes de six mois au moins et de douze mois au plus, selon les mêmes modalités que celles fixées par l'article 31.

Voor het geheel van de loopbaan mag de totale duur der verloven voor verminderde prestaties die aan het personeelslid worden toegekend niet meer bedragen dan vijf jaar, te rekenen vanaf 1 juli 1982.

Art. 28. Als verlof worden beschouwd de periodes van afwezigheid gewettigd door vermindering van prestaties overeenkomstig dit hoofdstuk.

Dit verlof wordt niet vergoed. Het wordt voor het overige met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Nochtans voor de toepassing van artikel 14, eerste en tweede lid, van dit besluit wordt voor de periode gedurende welke het personeelslid verminderde prestaties verricht, het aantal verlofdagen wegens ziekte of gebrekkigheid waarop het aanspraak kan maken verminderd naar rata van de niet-verrichte prestaties.

De dagen afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid van het personeelslid in de periode dat deze verminderde prestaties verricht, worden aangerekend naar rata van de prestaties die hij gedurende die periode had moeten verrichten. Indien het totaal aantal aldus per twaalf maanden dienstactiviteit aangerekende dagen geen geheel getal vormt, wordt het gedeelte van de dag niet meegerekend.

Het personeelslid blijft de wegens zijn verminderde prestaties verschuldigde wedde ontvangen.

Het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid stelt geen einde aan het verlof voor verminderde prestaties.

Art. 29. Voor de toepassing van artikel 14 van het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand beschikbaar van het rijkspersoneel is, voor de periode gedurende welke het personeelslid verminderde prestaties verricht, de laatste activiteitswedde deze welke voor de bedoelde prestaties verschuldigd is.

De beschikbaarheid wegens ziekte of gebrekkigheid stelt geen einde aan het verlof voor verminderde prestaties.

Art. 30. Op initiatief hetzij van de bevoegde overheid, hetzij van het betrokken personeelslid en mits opzegging van een maand wordt gedaan, kan vóór het verstrijken ervan, een einde worden gemaakt aan een aan de gang zijnde verlof.

Tegen de krachtens dit artikel genomen beslissingen kan het bij artikel 26, § 2, 3de lid, vermelde beroep worden aangetekend ».

Art. 3. Een hoofdstuk VII, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

#### « HOOFDSTUK VII

##### *Afwezigheid wegens persoonlijke aangelegenheid*

Art. 31. § 1. De minister of de chef van het bestuur aan wie hij deze bevoegdheid heeft overgedragen, kan de rijksambtenaar, die geen verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen kan verkrijgen, machtigen zijn ambt uit te oefenen met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid. Het verlenen van deze machtiging is afhankelijk van de goede werking van de dienst.

§ 2. De bevoegde minister bepaalt de ambten waarvoor de machtiging om afwezig te zijn wegens persoonlijke aangelegenheid in geen geval kan worden toegekend.

§ 3. De ambtenaar die het voordeel van de in § 1 vermelde machtiging bekomt is gehouden de helft van de duur der prestaties die hem normaal worden opgelegd te volbrengen; in de gevallen die door Ons worden bepaald op de voordracht van de betrokken minister en met instemming van de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, kan de ambtenaar de drie vierden van deze prestaties verrichten.

Deze prestaties worden hetzij per halve dag, hetzij één dag op twee hetzij volgens een andere verdeling over één of twee weken verricht.

§ 4. Tijdens de duur van de afwezigheid is de ambtenaar op non-activiteit.

Art. 32. De in artikel 31 vermelde machtiging wordt toegekend voor een periode van ten minste zes maand en ten hoogste twaalf maand.

Verlangingen kunnen worden verleend voor periodes van ten minste zes maand en ten hoogste twaalf maand, volgens dezelfde modaliteiten als die welke in artikel 31 zijn vastgesteld.



Chaque prorogation est subordonnée à une demande de l'agent intéressé, introduite au moins un mois avant l'expiration de la période pour laquelle il a été autorisé à exercer ses fonctions par prestations réduites.

Le total des absences pour convenance personnelle ne peut excéder dix ans à compter du 1er juillet 1982.

Art. 33. A l'initiative soit de l'autorité compétente soit de l'agent intéressé, et moyennant préavis d'un mois, l'agent reprend ses fonctions à temps plein avant que n'expire la période pour laquelle il a été autorisé à les exercer par prestations réduites.

Art. 34. Les décisions en matière d'absences pour convenance personnelle sont susceptibles du recours visé à l'article 2bis.

Pour l'application du présent article et par dérogation à l'article 2bis, la commission fait connaître son avis motivé au ministre, qui statue.

Le ministre motive sa décision lorsque, malgré l'avis favorable de la commission, il refuse à l'agent l'autorisation de s'absenter pour convenance personnelle.

Art. 35. L'autorisation de s'absenter pour convenance personnelle est suspendue dès que l'agent obtient :

1° un congé visé par les articles 7, 10, 11, 13, 13bis et 26 du présent arrêté;

2° un congé en vue de l'accomplissement de certaines prestations militaires en temps de paix, ainsi que de services dans la protection civile ou de tâches d'utilité publique en application de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience;

3° un congé pour exercer une fonction dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ou dans le cabinet du président ou d'un membre de l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région;

4° un congé pour mission;

5° un congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu de la Chambre des Représentants ou du Sénat;

6° un congé pour être mis à la disposition du Roi;

7° un congé visé à l'article 40 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics.

Dans les cas visés à l'alinéa 1er, 3°, 5°, 6° et 7°, la suspension de l'autorisation de s'absenter pour convenance personnelle n'intervient qu'à la demande de l'agent.

Art. 36. Les agents autorisés à s'absenter pour convenance personnelle sont remplacés par des agents temporaires, conformément à l'arrêté royal n°56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics ».

Art. 4. Les chapitres VII et VIII du même arrêté en deviennent les chapitres VIII et IX.

Art. 5. Les articles 31 à 38 du même arrêté en deviennent les articles 37 à 44.

#### Dispositions finales

Art. 6. A l'article 1er, alinéa 2, du même arrêté, les mots « 2bis » sont supprimés.

Art. 7. L'énumération figurant à l'article 1er de l'arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des ministères est complétée comme suit :

« en non-activité en exécution de l'article 106, 5°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ».

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il est publié au *Moniteur belge*.

Elke verlenging is afhankelijk van het indienen van een aanvraag door de belanghebbende ambtenaar, ten minste een maand vóór het verstrijken van de periode waarvoor hij gemachtigd werd zijn ambt met verminderde prestaties uit te oefenen.

Het totaal van de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid mag niet meer bedragen dan tien jaar, te rekenen vanaf 1 juli 1982.

Art. 33. Op het initiatief hetzij van de bevoegde overheid, hetzij van de belanghebbende ambtenaar, en mits een vooropzeg van een maand, herneemt de ambtenaar zijn voltijds ambt, vooraleer de periode verstrijkt waarvoor hij gemachtigd werd het met verminderde prestaties uit te oefenen.

Art. 34. Tegen de beslissingen inzake afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid kan het beroep worden ingesteld dat bedoeld is in artikel 2bis.

Voor de toepassing van dit artikel en bij afwijking van artikel 2bis, doet de commissie haar gemotiveerd advies kennen aan de minister, die beslist.

De minister motiveert zijn beslissing wanneer ondanks het gunstig advies van de commissie, hij een ambtenaar de machtiging weigert afwezig te zijn wegens persoonlijke aangelegenheid.

Art. 35. De machtiging om afwezig te zijn wegens persoonlijke aangelegenheid wordt opgeschort zodra de ambtenaar een verlof bekomt :

1° zoals bepaald in de artikelen 7, 10, 11, 13, 13bis en 26 van dit besluit;

2° voor het verrichten van sommige militaire prestaties in vredetijd en van diensten bij de civiele bescherming of van taken van openbaar nut op grond van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;

3° om een ambt uit te oefenen bij het kabinet van een minister of van een staatssecretaris, of bij het kabinet van de voorzitter of van een lid van de Executieve van een Gemeenschap of van een Gewest;

4° voor opdracht;

5° voor werkzaamheden bij een in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groep;

6° om ter beschikking van de Koning te worden gesteld;

7° zoals bepaald in artikel 40 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 betreffende het syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten.

In de gevallen zoals bepaald in het eerste lid, 3°, 5°, 6° en 7°, heeft de opschorting van de toelating om afwezig te zijn voor persoonlijke aangelegenheid slechts plaats op aanvraag van de ambtenaar.

Art. 36. De ambtenaren die gemachtigd worden afwezig te zijn wegens persoonlijke aangelegenheid worden door tijdelijke ambtenaren vervangen, overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten ».

Art. 4. De hoofdstukken VII en VIII van hetzelfde besluit worden de hoofdstukken VIII en IX.

Art. 5. De artikelen 31 tot 38 van hetzelfde besluit worden de artikelen 37 tot 44.

#### Slotbepalingen

Art. 6. In artikel 1, 2de lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « 2bis » geschrapt.

Art. 7. De opsomming die voorkomt in artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der ministeries, wordt als volgt aangevuld :

« op non-activiteit ter uitvoering van artikel 106, 5°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel ».

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand welke volgt op die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 9.** Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1983.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de la Fonction publique,  
Ch.-F. NOTHOMB

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,  
L. WALTNIEL

F. 83 — 672

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'accord de gouvernement du 16 décembre 1981 a prévu l'encouragement des diverses formes de travail à temps partiel, que ce soit dans le secteur privé ou dans le secteur public.

La réalisation de cet objectif, dans le secteur public, nécessite l'adaptation de certains arrêtés qu'ils soient d'ordre administratif ou d'ordre pécuniaire, et ce, en raison du fait que ceux-ci avaient été conçus sur base de la notion fondamentale « de fonctions à prestations complètes », c'est-à-dire de fonctions correspondant à des prestations telles qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale.

Sur le plan pécuniaire plus précisément, il s'agit donc d'apporter les modifications que nécessite l'introduction de la notion nouvelle de travail à temps partiel.

Le projet d'arrêté royal ci-joint prévoit les modifications réglementaires qui doivent être apportées au statut pécuniaire du personnel des ministères.

A titre exceptionnel, il est disposé que pour la période du travail à temps partiel, du chef d'absence pour convenance personnelle, les augmentations intercalaires sont octroyées comme s'il s'agissait de services à prestations complètes; il va de soi que le membre du personnel maintient, après avoir effectué des prestations réduites pour convenance personnelle, l'ancienneté ainsi acquise dans son échelle de traitement, de sorte qu'il ne subit pour la période desdites prestations réduites, aucune conséquence négative pour le développement ultérieur de son échelle de traitement.

En outre, il va de soi que le membre du personnel ne perçoit pour ses prestations à temps partiel qu'un traitement au prorata de ses prestations effectives.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Fonction publique,  
Ch.-F. NOTHOMB

Le Ministre du Budget,  
Ph. MAYSTADT

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,  
L. WALTNIEL

**Art. 9.** Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 maart 1983.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Openbaar Ambt,  
Ch.-F. NOTHOMB

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,  
L. WALTNIEL

N. 83 — 672

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het regeerakkoord van 16 december 1981 voorziet in het aanmoedigen van de verschillende vormen van deeltijdse arbeid in de privé-sector en in de overheidssector.

De verwezenlijking van dit doel in de overheidssector vergt de aanpassing van sommige besluiten, zowel met betrekking tot het administratief statuut als tot het geldelijk statuut, omdat deze werden ontworpen steunend op het fundamenteel begrip van een « ambt met volledige prestaties » m.a.w. van een ambt waarvan de prestaties een normale beroepsactiviteit volledig in beslag nemen.

Op het geldelijk vlak meer in het bijzonder, moeten wijzigingen worden doorgevoerd die voortvloeien uit de invoering van het nieuwe begrip : deeltijdse arbeid.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat hierbij gaat, voorziet in de reglementaire wijzigingen die aan het geldelijk statuut van het personeel der ministeries moeten aangebracht worden.

Bij wijze van uitzondering wordt bepaald dat voor de periode van deeltijdse arbeid uit hoofde van afwezigheid wegens persoonlijke aangelegenheid de tussentijdse verhogingen worden toegekend alsof het gaat om diensten met volledige prestaties; uiteraard behoudt het personeelslid bij het beëindigen van zijn verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid de aldus verworven anciënniteit in zijn weddeschaal zodat het voor de periode van bedoelde verminderde prestaties geen enkel negatief gevolg ondergaat voor de verdere normale ontwikkeling van zijn weddeschaal.

Het spreekt vanzelf dat het personeelslid voor zijn deeltijdse prestaties slechts bezoldigd wordt naar rata van de werkelijk gepresteerde diensten.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Openbaar Ambt,  
Ch.-F. NOTHOMB

De Minister van Begroting,  
Ph. MAYSTADT

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,  
L. WALTNIEL